

DEPARTEMENT DU  
LOIRET  
ARROND. DE  
MONTARGIS  
CANTON ET COMMUNE  
DE  
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 7 novembre 2024

DATE DE PUBLICATION : 8 novembre 2024

*L'an deux mille vingt-quatre, le quatorze novembre, à 18 h 00, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.*

**ETAIENT PRESENTS :** M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD – Mme PHESOR – M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI – Mme BRANDON – Mme RASAMOELY – Mme MANAÏ-AHMADI – Mme SOW – Mme HENRY – M. OREN – Mme PATUREAU – M. RENOUF – M. TORRES – M. JOLIVET – M. FAURE – M. GUEDJ – Mme DURAND – M. BALABAN -

**ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :**

- M. KHALID à M. RAMBAUD
- M. BA à Mme TORRES
- M. BARAY à Mme HEUGUES
- Mme BAYRAM à Mme PASCAUD
- M. TAVARES à M. DEMAUMONT
- M. TOUANE à Mme PHESOR
- Mme PERIERS à M. GUEDJ
- Mme LOISEAU à Mme MANAÏ-AHMADI

**ABSENTS ET EXCUSES :**

- Mme LAMA
- Mme PRIEUX

**ABSENTS :**

- Mme CAYOUX
- M. CHRISTODOULOU

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

- Mme TORRES

**OBJET :**

**Mise en œuvre de la revalorisation des professionnels de la petite enfance dans le cadre du « bonus Attractivité » de la CAF**

## CHALETTE SUR LOING Conseil Municipal du 14 novembre 2024

**OBJET :**  
**Mise en œuvre de la revalorisation des professionnels de la petite enfance dans le cadre du « bonus Attractivité » de la CAF**

**Directeur de secteur** : SURIEU Laurence

**Service** : Ressources Humaines

**Affaire suivie par** SURIEU Laurence

**Mme Heugues** : L'ancienne ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités, Catherine Vautrin, a officialisé en mars 2024 la mise en place d'une mesure visant à soutenir financièrement les professionnels de la petite enfance, l'objectif affiché étant d'améliorer l'attractivité de ce secteur en tension.

Publiée en mai 2024, une circulaire de la CNAF acte la création du « bonus Attractivité ». Il s'agit d'un accompagnement financier de la branche Famille de la sécurité sociale versée par les CAF, notamment aux collectivités gérant des établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE) financés par la PSU (Prestation de service unique).

En contrepartie, les collectivités doivent offrir une revalorisation de rémunération pérenne aux agents travaillant dans ces structures (personnels et fonctions de direction), à hauteur de 100€ nets minimum par mois. Les agents titulaires et contractuels en lien direct avec les enfants, déjà en poste ou recrutés dans l'avenir, sont concernés.

La Caisse Nationale des Allocations Familiales finance en totalité 66 % bruts chargés du coût de cette mesure, le surplus incombant aux collectivités.

Le montant unitaire du « bonus » est de 475€ par place et par an et calculé en fonction du nombre de places prévues dans l'autorisation de fonctionnement PMI.

Pour en bénéficier, la collectivité doit transmettre à la CAF la délibération officialisant la mise en place des mesures de revalorisation, ainsi qu'un document déclaratif d'engagement sur la mise en œuvre pérenne de la revalorisation pour l'ensemble des professionnels auprès d'enfant, en poste ou recrutés postérieurement à la délibération.

Sur ces bases, la Commune répondant à l'ensemble des conditions requises pour percevoir le « bonus Attractivité » et souhaitant valoriser ses agents travaillant dans le secteur de la petite enfance au sein de la crèche municipale CASANOVA, il est proposé de s'inscrire dans ce dispositif et de procéder à la revalorisation de ce personnel à hauteur de 100€ nets mensuels à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Sur 2025, le « bonus » sera versé à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2025 et sur l'année complète pour les autres années.

Le coût prévisionnel de la mesure est d'environ 18 000€ annuels, compensés :

-en 2025, par un « bonus » estimé à 14 000€ de juillet à décembre (fermeture de l'établissement pendant 6 semaines sur la période)

-par un « bonus » estimé à 16 500€ pour les autres années complètes.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**ENTENDU** les explications du rapporteur,

**Après en avoir délibéré,**

**Vu le Code général de la Fonction publique,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20241120-DEL\_2024\_1117-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/11/2024

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le décret n°88-145 du 15/02/1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

**Vu** la circulaire n°C 2024-096 de la CNAF en date du 9 mai 2024 portant création du bonus Attractivité au bénéfice des Eaje financés par la prestation de service unique ;

**Vu** l'avis du CST en date du 12 novembre 2024 ;

**Considérant** la volonté de la commune de Chalette-sur-Loing de favoriser l'attractivité et les carrières des métiers de la petite enfance,

**APPROUVE** la mise en œuvre du « bonus Attractivité » petite enfance ;

**PRECISE** que le personnel éligible bénéficiera, à compter du 1<sup>er</sup>/01/2025, d'une augmentation de l'IFSE (Indemnité de fonction, de sujétions et d'expertise) selon les modalités suivantes :

- 100€ nets mensuels pour les agents affectés aux missions de direction, de direction adjointe, d'éducateur/éducatrice de jeunes enfants, de puéricultrice, d'auxiliaire de puériculture et d'auxiliaire petite enfance ;
- Seront concernés les agents recrutés sur poste permanent ou en remplacement d'un agent positionné sur un emploi permanent et absent depuis plus d'un an ;
- Le montant de 100€ sera applicable aux agents travaillant à temps plein ; en cas de temps partiel ou de temps non complet, le montant sera modulé en proportion du temps de travail.

**AUTORISE** le maire, et son représentant en cas d'empêchement, à signer tous les actes et documents afférents à l'exécution de la présente délibération, notamment le document d'engagement sollicité par la CAF du Loiret ;

**PRECISE** que les montants correspondants sont inscrits au budget 2025.

Nombre de membres en exercice	<b>33</b>	
Nombre de membres présents ou représentés	<b>29</b>	
Votes pour	<b>28*</b>	
Votes contre	<b>0</b>	
Ne prend pas part au vote	<b>0</b>	

\* Mme Patureau s'est absentée au moment du vote

*Le Maire, soussigné,*

*\* certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL et le compte-rendu de la présente délibération ont été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12 du CGCT,*

*\* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte à compter du*

*\* informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de la date de sa publication.*

Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

**Franck DEMAUMONT**

POUR LE MAIRE EMPÊCHÉ PAR SUPPLÉANCE  
LA 1<sup>ère</sup> ADJOINTE



**Mme Marie-Madeleine HEUGUES**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20241120-DEL\_2024\_1117-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/11/2024